



LUX'09 RIPESS INEES
PROGRAMME

Index

Edito	3
Introduction	4
Réflexion	5
Séances plénières	6
Déclaration de Lille	8
Les réunions du réseau RIPESS	9
Ateliers	
Atelier Série 1	
Atelier 0	10
Atelier 1	11
Atelier 2	12
Atelier 3	13
Atelier 4	14
Atelier 5	15
Atelier 6	16
Atelier Série 2	
Atelier 7	17
Atelier 8	18
Atelier 9	19
Atelier 10	20
Atelier 11	21
Atelier 12	22
Ateliers uniques	
Atelier unique 1	23
Atelier unique 2	24
Atelier unique 4	25
Atelier unique 5	26
Atelier unique 6	27
Atelier unique 7	28
Village de l'économie solidaire et programme culturel	29
Nos sponsors et partenaires	30
Résumé	31

Roland Schreiner,

Député-Maire de Schiffflange, Luxembourg:

«Je suis très attaché à l'économie sociale et solidaire et très heureux et fier d'accueillir ces 4èmes rencontres mondiales dans notre petite commune de Schiffflange. Cela nous permettra de mieux faire le lien entre les citoyens et ce 3^{ème} pilier économique, qui est une notion relativement jeune au Luxembourg et qui offre beaucoup de perspectives d'avenir».

Romain Bieber,

Président d'INEES, Luxembourg:

«Voilà des années que nous œuvrons localement pour organiser et produire autrement des biens et services pour répondre à des besoins non-satisfaits par l'économie publique, ni par l'économie privée. Améliorer le bien-être des habitants c'est le défi de l'économie sociale et solidaire. Cela nous oblige à repenser nos modes de gouvernance dans les territoires et à développer une éducation citoyenne pour permettre à chaque individu d'être un membre à part entière de la communauté où il vit».

Eric Lavillunière,

Coordinateur Général de Lux'09, Luxembourg:

«Lux'09 n'est pas un Congrès c'est un rassemblement d'hommes et de femmes provenant de tous les continents qui vont partager leurs expériences, leurs idées et élaborer collectivement une vision commune de leur avenir en ces temps troublés où il est plus qu'urgent de réfléchir à d'autres manières de faire, de penser et d'agir».

Nedda Angulo,

Coordinatrice du RIPPSS, Pérou:

«Avec ce 4^{ème} forum international, le Ripess franchit une nouvelle étape, dans laquelle il espère renforcer son rôle dans la reconnaissance de l'économie sociale et solidaire comme un partenaire incontournable dans la construction d'un nouvel ordre mondial plus respectueux des équilibres entre chaque continent, soucieux de mieux répartir les richesses, et basé sur les besoins et les intérêts des populations».

L'Économie Sociale et Solidaire est le fruit de l'organisation des citoyennes et des citoyens dans la construction de nouvelles pratiques économiques et sociales fondées sur des relations de coopération et de solidarité. Elles s'inspirent de valeurs culturelles et éthiques où les hommes et les femmes sont au cœur de toute activité économique, et non pas l'accumulation privée de la richesse en général et du capital en particulier. Ces nouvelles pratiques de production et de consommation favorisent le travail collectif, l'autogestion, la justice sociale, le respect de l'environnement et la responsabilité avec les générations futures. Mais l'Économie Sociale et Solidaire ne se réduit pas qu'à sa capacité de produire et de consommer autrement car elle est aussi un mouvement social en forte croissance visant une transformation sociale vers d'autres modèles de développement, à partir des centaines de réseaux qui la composent et organisent le dialogue entre les composantes de la société civile, les entreprises, les syndicats, les élus et toutes les organisations à l'échelon local, national, régional et mondial pour une meilleure gouvernance dans les territoires.

Introduction

Lux'09: les 4^{èmes} rencontres internationales de «Globalisation de la Solidarité»

Après Lima 1997, Québec 2001 et Dakar 2005, les acteurs de l'économie sociale et solidaire se sont donnés rendez-vous, pour la première fois en Europe, au Luxembourg, du 22 au 25 avril à Schiffflange, la Kulturfabrik et la Maison du Peuple à Esch/Alzette. La thématique générale des rencontres est de mettre en valeur qu' «une autre économie existe : les innovations de l'économie sociale et solidaire».

Les diverses formes d'exclusion générée par la globalisation néolibérale ont permises à l'économie sociale et solidaire (ESS) de se développer sous des formes multiples dans tous les continents, montrant par là son évidente capacité d'organisation des communautés pour répondre aux problèmes existants dans les territoires. A travers des initiatives de commerce équitable, de finances éthiques, de services à la personne, de projets culturels, de tourisme solidaire, circuits courts producteurs/consommateurs, entreprises solidaires, entre autres expériences, l'ESS a diversifié sa présence dans de nombreux secteurs et démontre la viabilité de produire, distribuer, consommer et épargner différemment, plus équitablement, plus démocratiquement et de façon plus responsable dans son environnement social, culturel et écologique.

Sous l'égide du RIPESS (Réseau Intercontinental pour la Promotion de l'Économie Sociale et Solidaire) et la coordination d'INEES (l'Institut Européen d'Économie Sociale et Solidaire) ce sont près de 1000 délégués provenant du monde entier qui viendront partager leurs expériences, définir les éléments de débat et faire des propositions concrètes au bout de 3 jours d'atelier

et de séances plénières de réflexion. Cet événement est l'affaire de toutes et tous. Il est né de la mobilisation des réseaux et porte en cela une manière de faire autrement. L'économie sociale et solidaire ne fait pas que porter des contre-propositions à une approche libérale de l'économie qui a contaminé notre façon de voir la vie en général. Elle nous ramène à l'essentiel: à la construction collective et démocratique de notre avenir, respectueuse des autres, de l'environnement et des générations futures.

Lux'09 se veut aussi un moment de partages, d'échanges et de convivialité. C'est de valeurs humaines dont nous allons parler pendant ces quatre journées. Dans la passion, la conviction et le sentiment qu'il est de notre devoir aujourd'hui de nous mobiliser et de rassembler au plus large pour insuffler un vent d'espoir. La croissance a besoin de confiance nous disent les économistes. Bâisseurs de confiance nous le sommes, non pour maximiser l'accumulation du capital mais pour construire un monde de justice sociale et de solidarité entre toutes les femmes et tous les hommes de la planète. Nous sommes de plus en plus nombreux à nous y engager et à développer des activités concrètes dans les territoires et devons relever le défi de renforcer nos capacités à être visibles et reconnus comme des acteurs à part entière du débat public. Voilà quelques unes des ambitions de Lux'09.

Nedda Angulo,
Coordinatrice générale du RIPESS.
Eric Lavillunière,
Coordinateur général de Lux'09.

Reflexion

Accueillir les 4^{èmes} rencontres internationales de «Globalisation de la Solidarité» dans un pays aussi riche que le Luxembourg: c'est ne pas renoncer... à réfléchir!

Au Luxembourg, comme dans tout pays riche, se nourrir, se loger, s'instruire, se reposer, se déplacer, se soigner, se divertir, se cultiver et on en passe, équivaut à consommer. Par consommer, nous entendons ici le fait de pouvoir accéder à ce dont nous croyons avoir besoin pour bien vivre. Nous croulons sous une offre surabondante de biens de consommation et il nous semble naturel de bénéficier des biens collectifs. Bien-sûr, l'accès à la consommation dépend de notre capacité à amasser de l'argent. Notre propos n'étant pas de disserter sur le rôle économique de l'argent, nous nous bornerons à constater que nous sommes tous en compétition pour en amasser le plus possible pour pouvoir consommer!

Dans cette frénésie d'accumulation, nos habitudes de consommation de riches se révèlent bien pauvres ! Des notions porteuses de sens, comme l'équité, la responsabilité, l'éthique ou encore la solidarité ont été mises depuis belle lurette au ban de nos sociétés hypermarchés. Pourtant, le propre de l'homme, fût-il economicus, est de réfléchir au sens de ce qu'il fait et du monde qui l'entoure. Il nous sera donc permis d'être optimistes et de croire en la capacité de nos contemporains de conscientiser leur approche de la consommation vers des modes plus responsables ; en somme, de miser sur nos capacités individuelle et collective pour réfléchir à une éthique de la production et de la répartition des biens confrontées à nos pulsions d'assouvissement égoïste.

Dans un pays comme le Luxembourg, il existe des acteurs d'économie

solidaire qui posent comme condition préalable à la production de leur offre de biens et services le dialogue avec les consommateurs auxquels ils s'adressent. Ils préconisent d'introduire le partage des savoirs entre producteurs et consommateurs. Des biens collectifs, culturels et solidaires sont ainsi produits en concertation avec le consommateur, ou plutôt avec le citoyen...qui devient ainsi acteur à part entière du processus de production. Surtout, ce dialogue doit servir à renforcer le sentiment d'appartenance à un environnement où se déploient des activités régies par différents acteurs, tous consommateurs autour de questionnements citoyens. Pour être concret citons l'exemple d'un jardin solidaire, qui est devenu un véritable espace de rencontre et de partage entre l'école, des badauds, des associations autour de la biodiversité, des amateurs de nourriture saine, etc. Mais sa vraie force, c'est l'alchimie secrète qu'il met en œuvre en proposant du plaisir, de la beauté, de la découverte de l'autre, bref du lien social comme on dit savamment.

L'économie solidaire ne demande qu'à exploser et sortir de ses petits cercles militants. La compassion et l'altruisme peuvent être des moteurs de l'engagement mais simplement sortir de nos schémas mentaux classiques également : l'environnement économique et social actuel nous montre que le bonheur axé sur l'égoïsme et la réussite individuelle est fragile. Les flambeurs d'hier sont les nouveaux pauvres d'aujourd'hui. Alors que dans ma communauté avec ou sans travail je suis reconnu comme étant la même personne, avec les mêmes défauts et les mêmes qualités.

Je ne renonce pas à mes désirs... je vis différemment avec les miens et ouvert envers les autres. Et j'en suis plus heureux!

Abilio Machado,
Objectif Plein Emploi, Luxembourg.

Eric Lavillunière,
INEES, Luxembourg.

Séances plénières

Séance d'ouverture:

Mercredi 22 avril de 17h00 à 19h00 sous le Grand Chapiteau - Schiffflange

2 séances plénières:

Jeudi 23 avril de 14h30 à 16h30 sous le Grand Chapiteau - Schiffflange

Vendredi 24 avril de 14h30 à 16h30 sous le Grand Chapiteau - Schiffflange

Séance de clôture:

Samedi 25 avril de 17h00 à 19h00 sous le Grand Chapiteau - Schiffflange

Séance d'ouverture: mercredi 22 avril de 17h00 à 19h00.

Accueil des participants.
Mots de bienvenue.
Contexte général et objectifs des rencontres.

Roland Schreiner,

*Député-Maire de Schiffflange,
Luxembourg.*

Marie-Josée Jacobs,

*Ministre de la Famille et de
l'Intégration, Luxembourg.*

John Castegnaro,

*membre de la chambre des Députés
et président d'Objectif Plein Emploi,
Luxembourg.*

Nedda Angulo,

*Coordinatrice Générale du RIPESS,
Pérou, Amérique Latine et Caraïbes.*

et les administrateurs du RIPESS:

Arturo Palma Torres,

France.

Azeb Girmaï,

Ethiopie.

Sunil Chitrakar,

Népal.

David Thompson,

Australie.

Ethel Côté,

Canada.

2 séances plénières:

Une thématique générale: Penser la relance ou relancer la pensée?

Les innovations de l'économie sociale et solidaire: bien plus qu'une roue de secours!

L'accumulation des crises alimentaire, énergétique, manufacturière, financière et climatique qui font l'actualité depuis plusieurs mois, fait la démonstration que le modèle économique dominant est confronté à un cul-de-sac majeur. Les plans de relance mis en œuvre colmatent les brèches mais n'offrent pas de réelles solutions et ne remettent pas singulièrement le modèle en question. Cela constitue une occasion de renouer avec la tradition de résistance et de proposition des mouvements sociaux alliant l'organisation des luttes et le développement d'alternatives. La Rencontre de Lux'09 s'inscrit dans ce volet d'alternatives à mettre en réseau et à renforcer comme proposition de sortie de crise. Avec plus de 6 milliards d'habitants, et près d'un milliard vivant dans des conditions de pauvreté, la planète ne peut se permettre de généraliser un modèle de développement et des modes de consommation insoutenables d'un point de vue environnemental. À l'initiative du Réseau Intercontinental de Promotion de l'Économie Sociale et Solidaire (RIPESS), les acteurs de l'économie sociale et solidaire se réunissent du 22 au 25 avril au Luxembourg pour les 4e Rencontres internationales de Globalisation de la Solidarité. Ils et elles œuvrent depuis des années au sein de leur communauté pour améliorer la qualité de vie, créer de l'emploi, et surtout (re)donner de

l'espoir aux exclus d'une prospérité mal partagée, victimes de modèles de redistribution en panne. Les acteurs de l'économie sociale et solidaire souhaitent créer les conditions favorables au débat et proposent de penser collectivement des alternatives socio-économiques. Ils souhaitent mettre à profit les expériences de plus de 150 ans d'économie sociale et solidaire initiées par les travailleurs qui ont commencé à s'organiser en coopérative pour s'émanciper et reprendre collectivement leur destin en main, aussi bien que des formes les plus récentes de commerce équitable ou de circuits courts de producteurs/consommateurs et d'une multitude d'innovations permettant de remettre de l'éthique dans l'économie et la finance, et du sens dans la hiérarchie des valeurs. Un monde d'économie sociale et solidaire, c'est un monde où le profit financier ne détermine pas seul les choix d'entreprises, où les services sociaux ne sont pas réservés à ceux qui ont les moyens de se les payer, une économie enracinée localement qui ne fuit pas à la moindre baisse de rentabilité, c'est une société qui refuse d'être duale et de réduire les pauvres à servir les riches, c'est une agriculture d'abord vivrière qui respecte l'environnement et s'oriente vers la souveraineté alimentaire; bref un monde pour les personnes qui l'habitent et pour les générations qui l'habiteront. Un monde qui se soucie du bien-être du plus grand nombre de ses habitants. Nous pensons qu'il est temps de réfléchir à l'avenir sur d'autres bases et avec tous pour une économie plurielle mieux équilibrée.

Dans un premier temps
le jeudi 23 avril
de 14h30 à 16h30.

Nous nous interrogerons avec des élus et des représentants des institutions pour mieux comprendre pourquoi les initiatives de l'économie solidaire ne sont pas mieux prises en compte dans les lieux de décision et évoquerons les points d'actions pour faire évoluer cette situation; avec

Paul Singer,
Secrétaire d'Etat à l'Economie Solidaire du Brésil.

Philippe Chesnaux,
Co-Président du Réseau Européen des Villes pour l'Economie Sociale, France.

Sergio Arzeni,
Directeur du programme LEED de l'OCDE, Italie.

Patrick Viveret,
Co-fondateur de la monnaie locale SOL et auteur du rapport «Reconsidérer la richesse», France.

Nicolas Schmit,
Ministre Délégué aux Affaires Etrangères du Luxembourg.

Giovanni Acquati,
Administrateur RIPPES, Italie.

Animation:
Alvin Sold,
Administrateur Délégué du Groupe EditPress, Luxembourg.

Dans un second temps
le vendredi 24 avril
de 14h30 à 16h30.

Nous croiserons nos idées avec d'autres mouvements sociaux qui, chacun à leur manière, promeuvent le progrès sociétal pour imaginer des stratégies communes; avec

Erny Gillen,
Président Caritas Europe, Luxembourg.

Paul Myers,
Président WFTO, Etats-Unis.

Myriam Nobre,
Directrice Marche Mondiale des Femmes, Brésil.

Jean-Marc Mignon,
Vice-Président BITS, France.

Heloisa Primavera,
Présidente Congrès des Peuples, Argentine.

Jean-Claude Reding,
Président syndicat OGB-L, Luxembourg.

Rosemary Gomes,
Administratrice RIPPES, Brésil.

Animation:
Claude Wehenkel,
Administrateur Délégué du Centre de recherche Public Henri Tudor, Luxembourg.

Séance de clôture:
samedi 25 avril
de 17h00 à 19h00.

Bilan des quatre journées de forum avec un point spécial sur les propositions, engagements et revendications des ateliers qui se sont déroulés pendant les matinées de 23,24 et 25.

Nuria de Rio,
REAS, Espagne.

Romain Biever,
INEES, Luxembourg.
Quelques perspectives d'avenir.

Ben Quiñones,
CSRSME, Philippines.

Projections sur les prochaines rencontres en Asie en 2013.

Eric Lavillunière,
Coordinateur Général Lux'09.
Mots de fin et remerciements.

L'économie sociale et solidaire n'est pas encore à la hauteur des espérances que portent ses valeurs. Avec humilité et ambition, Lux'09 veut inscrire ce mouvement, porté par le RIPPES, dans le débat international pour faire valoir le point de vue des citoyens avec pragmatisme... et la dose d'utopie qui sont à la genèse de tous les mouvements porteurs de changement.

Les journées internationales de l'Économie solidaire

des 18 & 19 octobre 2007 à Lille étaient placées sous le signe de Lux'09 (cf. atelier 1) et ont fait l'objet d'une déclaration adoptée par les participants. (dont de nombreux élus)

Déclaration de Lille: «S'unir pour impulser dans les instances décisionnaires nationales, européennes et internationales des politiques publiques d'économie sociale et solidaire»

Les Journées s'articulent avec les Rencontres «Globalisation de la Solidarité» du Réseau Intercontinental des Promoteurs de l'Économie Sociale et Solidaire (RIPESS) de Lima (1997), Québec (2001) et Dakar (2005). Elles préparent les Rencontres de Luxembourg, «LUX'09», événement européen majeur qui aura lieu en 2009. Elles s'inscrivent donc pleinement dans leur continuité et participent activement au processus international de construction de l'économie sociale et solidaire.

A ce titre, les organisateurs et participants des Journées de Lille rappellent leur adhésion à la définition de l'économie sociale et solidaire faite à Lima:

«économie s'appuyant sur la coopération, le partage et l'action collective, plaçant la personne humaine au centre du développement économique et social» et de la solidarité: «la solidarité en économie repose sur un projet tout à la fois économique, politique et social, qui entraîne une nouvelle manière de faire de la politique et d'établir les relations humaines sur la base du consensus et de l'agir citoyen».

Ils réaffirment leur volonté de pour suivre et de consolider les actions engagées depuis 1997 avec les réseaux d'acteurs, notamment:

- la reconnaissance de l'économie sociale et solidaire comme mode de développement économique permettant: la création d'activités et d'emplois de qualité et socialement utiles, un partage équitable et solidaire des ressources entre les territoires, les populations et les générations;
- le soutien à toutes les initiatives locales de l'économie sociale et solidaire construites de façon participative et démocratique avec les citoyen/nes, les porteurs de projets, les acteurs de l'accompagnement, les institutions et les élu/e/s;
- le développement et le renforcement des dynamiques partenariales entre les acteurs, les réseaux et les décideurs politiques, afin de construire ensemble des politiques publiques de soutien à l'économie

sociale et solidaire;

- la poursuite des actions de communication, de formation, de recherche-action et de représentation auprès des institutions;
- la concertation et la coopération à l'échelle internationale.

Alors que les initiatives locales se multiplient et que la reconnaissance institutionnelle progresse, les organisateurs et participants des Journées internationales de Lille constatent que tous les objectifs fixés depuis 1997 ne sont pas atteints.

La prégnance dans les institutions nationales, européennes et internationales du modèle économique dominant génère un accroissement des inégalités et une répartition injuste des richesses que les systèmes de redistribution n'arrivent pas à corriger.

Le désengagement des Etats pèse de plus en plus sur les finances des collectivités territoriales. Ces deux tendances lourdes menacent la pérennité des politiques publiques mises en œuvre ces dernières années. Dans ce contexte politique et économique, les organisateurs et participants des Journées internationales de Lille affirment leur volonté de se coordonner et de multiplier leurs forces afin de peser à tous les niveaux sur les décisions politiques, économiques et financières.

Leur objectif est triple:

- améliorer la structuration, la visibilité et l'efficacité des organisations qui s'engagent au quotidien, dans les lieux de pouvoir et de débats, pour favoriser le développement de l'économie sociale et solidaire;
- préserver et renforcer les politiques publiques d'économie sociale et solidaire mises en œuvre aux différents échelons territoriaux;
- faire reconnaître l'économie sociale et solidaire dans l'ensemble des institutions, (politiques, syndicales, associatives, financières, éducatives, de recherche...) et exercer une force de pression régulière et continue.

Réunis à Lille, les organisateurs et participants des Journées internationales de l'économie solidaire s'engagent à:

- Exiger de leurs gouvernements nationaux la mise en place durable de ministères dédiés à l'économie sociale et solidaire, dotés de moyens humains et financiers conséquents.
- Veiller à ce que ces ministères développent de véritables politiques publiques d'économie sociale et solidaire, en collaboration avec les réseaux d'acteurs et qu'ils reconnaissent ceux-ci comme de véritables partenaires.
- Agir sur les institutions européennes et internationales (OMC, FMI...) afin qu'elles orientent de manière cohérente leurs politiques économiques et sociales vers un développement durable et solidaire, et qu'elles reconsidèrent les indicateurs de richesse.
- Exiger des relations internationales économiques et financières qui soient équitables, notamment entre le Nord et le Sud, y compris à travers l'annulation de la dette.

Inciter les partenaires politiques, économiques et sociaux à s'approprier les problématiques de l'économie sociale et solidaire, et à en soutenir les actions dans leurs organisations et auprès de toutes les instances décisionnaires.

Depuis des décennies, l'économie sociale et solidaire prouve son utilité sociale et environnementale. Elle démontre également son efficacité économique en contribuant à l'intérêt général. Il y a dix ans, était signée la déclaration de Lima. Il y a six ans était affirmé «Résister et construire» à Québec. Il y a deux ans était proclamé «Renforcer le pouvoir d'agir des peuples» à Dakar. Les Rencontres de 2009 au Luxembourg seront l'occasion de mesurer les progrès accomplis et de réaffirmer nos volontés. Nous appelons l'ensemble de l'économie sociale et solidaire à se mobiliser pour participer massivement à ces rencontres et montrer qu'elles s'affirment comme un grand mouvement international, à la hauteur des espoirs de paix, de développement économique, social et démocratique dont elle est porteuse.

Réunions continentales et intercontinentale du RIPESS

Lux'09:

A l'occasion de Lux'09 les délégués de chaque continent se réuniront pour faire un bilan des dynamiques en cours, définir des objectifs d'actions et fixer un programme de travail. Chaque continent devra également désigner ses 2 représentants pour rejoindre le Conseil d'Administration International.

Il y aura 5 réunions en simultanée:

Afrique,
Amérique du Nord,
Amérique Latine et Caraïbes,
Asie et Océanie,
Europe.

Avec 2 temps de réunions:

Mercredi 22 avril
de 14h30 à 16h30
et **jeudi 23 avril**
de 17h00 à 19h00.

Une réunion intercontinentale se déroulera en plénière:

Vendredi 24 avril
de 17h00 à 19h00.

Ordre du jour:

Chaque continent est libre de définir son ordre du jour qui sera proposé en début de rencontre, mais globalement on retrouvera:

pour le 22 après-midi:

- bilan d'activités depuis Dakar 2005
- objectifs de travail pendant Lux'09
- divers

pour le 23 en fin d'après-midi:

- priorités jusqu'aux prochaines rencontres en Asie en 2013
- éléments d'étapes
- préparation réunion intercontinentale du 24 en fin d'après-midi
- choix des 2 administrateurs pour le RIPESS
- divers

pour le 24 en fin d'après-midi:

- bilan de l'activité intercontinentale depuis Dakar 2005
- les perspectives dans chaque continent
- objectifs jusqu'à 2013
- divers

Ces assemblées sont ouvertes à tous.

Le Conseil d'Administration:

Le Conseil d'Administration du RIPESS 2005 – 2009 tiendra sa réunion de clôture le 21 avril de 16h00 à 20h00 et le 26 avril de 9h00 à 12h00

le nouveau Conseil d'Administration 2009 – 2013 se réunira pour la 1^{ère} fois.

Langue de travail: FR
Traduction simultanée: DE + EN

Formation, éducation citoyenne et Economie Solidaire

Organisations responsables: INEES, MES, RCDEC - CCEDNET

Organisations partenaires: RENAPESS, FBES, Vivia

L'atelier propose de travailler sur la problématique, les principes, les directives méthodologiques, les contenus et les outils de systématisation et évaluation de la formation pour l'économie solidaire, ainsi que sur une réflexion sur les stratégies novatrices proposant la multiplication et la mise en réseau des initiatives.

On illustre

La problématique de la formation et de l'éducation en ESS, ses principes et directives méthodologiques.

Ethel Cote et Madani Coumare,
RENAPESS, Canada.

L'expérience de renforcement des capacités entrepreneuriales en développement d'entreprises sociales au Nord et au Sud: présentation de la Roue du Développement, Mali et Canada.

Hans-Georg Heiman,
VIAVIA, Allemagne.

Organizing, Educating and Training the Poor to Start Their Own Micro-Enterprise Cooperative.

Mise en place d'un panel pour mettre en évidence les propositions qui ressortent des présentations et du débat. Ce panel sera rempli pendant les trois jours d'atelier.

Débat en plénière en essayant de focaliser les points suivants:

- Problématique
- Principes et Directives
- Directives méthodologiques

On débat

Quels contenus et quelles stratégies pour multiplier les expériences de formation en ESS et contribuer dans la mise en réseau de ses acteurs?

Ana Dubeux,
FBES, Brésil.

L'expérience du Forum Brésilien d'Economie Solidaire dans la thématique de la formation pour l'économie solidaire.

Prof. Isidor Wallimann,
Université Texas du Nord, Etats-Unis.

Teaching Sociological and Economic Concepts to Enhance Social Economy Consciousness and Behaviour.

Prof., Dr. Susanne Elsen,
Université de Munich, Allemagne.

Research and Development for the Globalisation of Solidarity and Sustainability An international PhD-Program.

Débat en plénière en essayant de focaliser les points suivants:

- Contenus
- Systématisation et évaluation
- Multiplication des expériences
- Mise en réseaux des acteurs

On propose

Quels engagements pour la mise en place de stratégies et politiques publiques novatrices de formation et éducation en ESS?

Romain Biever,
Président INEES, Luxembourg.
L'éducation citoyenne, une force d'action collective et créative.

Davide Biolghini,
Président Forum Cooperation et Technologie, RES, Italie.

Analyse du panel avec les propositions qui ont ressorti des présentations et construction collective d'autres propositions importantes?

Atelier 1



Langue de travail: FR

Traduction simultanée: ES + DE

Economie Sociale et Solidaire et co-construction des politiques publiques

Organisations responsables: REVES (Réseau européen des villes et régions de l'économie sociale),
RTES (Réseau des Territoires pour l'économie solidaire)

1. Possibilités et méthodes permettant de re-organiser la gouvernance locale afin d'utiliser au maximum la contribution des organisations de l'ESS qui agissent en partenariat avec des collectivités locales;
2. La contribution de l'ESS à la construction de partenariats entre différents territoires.

On illustre

Présentation d'expériences de partenariat.

Mamadou Seck,

Président de l'Assemblée Nationale du Sénégal et Maire de la ville de MBO, Sénégal.

Kandji Modou,

Président de la Coopérative Lighey, Sénégal et Italie.

Margitta Härtel,

Vice-présidente de la Fondation Pfefferwerk Berlin, Allemagne.

José Renato Vieira Martins,

Assessoria Internacional da Secretaria Geral da Presidência da República, Brésil.

On débat

Discussion sur les opportunités ainsi que les obstacles rencontrés.

Andrea Gärtner,

Bezirksamt Pankow, Berlin, Allemagne.

Nancy Neamtan,

Chantier de l'économie sociale du Québec, Canada.

Claire Cartieaux,

PEKEA. Les ateliers de l'économie sociale et solidaire, Rennes, France.

Andréa Mendes,

Comité Exécutif du Forum Brésilien pour l'Economie Solidaire, Brésil.

On propose

Elaboration de propositions aux gouvernements locaux, nationaux ainsi qu'aux institutions européennes.

Abdoulaye Ouadraogo,

APIL, Burkina Faso.

Viviane Loschetter,

Membre de la Chambre des Députés, Echevine de la ville de Luxembourg, Luxembourg.

Louis Jolin,

LL.D, Professeur titulaire, Département d'études urbaines et touristiques, Université du Québec à Montréal. Responsable du Comité scientifique du Bureau international du tourisme social, Canada.

Economie Sociale et Solidaire, services sociaux d'intérêt général et biens communs

Organisation responsable: Think Tank européen pour la Solidarité

La thématique des biens communs est fortement liée à l'engagement – et au désengagement – des pouvoirs publics, elle est investie depuis des années par les acteurs de l'ESS. A l'heure actuelle, quel que soit le pays du monde, plusieurs questions se posent: quelle est la juste place de l'économie sociale dans la gestion et la sauvegarde des biens communs? Comment garantir un accès équitable à tous?

On illustre

Par biens communs, on entend à la fois des biens naturels et humains. Ainsi, l'eau, l'environnement ou la biodiversité font partie de la catégorie des biens communs naturels, tandis que dans celle des biens communs humains on retrouve la santé, la gestion des déchets ou encore l'éducation. Quelles initiatives de l'économie sociale en matière de gestion et de sauvegarde des biens communs ont été développées? Définition des concepts et exemples d'expériences.

Paul Delaunois,
Greenpeace, Luxembourg.

René Lachapelle,
Secrétaire du Groupe d'économie solidaire du Québec, Canada.

Yaya Zan Konaré,
Président de la FENASCOM, Mali.

Johanne Roy,
Présidente AQCPE, Canada.

Modératrice:

Maud CANDELA,
Think Tank européen pour la Solidarité, France.

On débat

La thématique des biens communs est fortement liée à l'engagement des pouvoirs publics, dont le rôle dans l'accès des populations à ce type de biens est crucial et la responsabilité dans leur sauvegarde, complète. Pourtant, dans la majeure partie des pays où l'intervention de l'État était directe, la tendance de ces dernières décennies a été au désengagement progressif, pour des raisons à la fois budgétaires et politiques. Ainsi, un certain nombre de biens communs sont aujourd'hui soit gérés par des entreprises dont la finalité est marchande, soit laissés à l'abandon, soit délégués à des structures de l'économie sociale. Quel rôle et quelle juste place de l'ESS dans la gestion et la sauvegarde des biens communs? Quelle articulation avec les pouvoirs publics?

France Bertrand,
Directrice générale d'un Centre Petite Enfance au Québec, Canada.

Un représentant,
de Solidarité Laïque, France.

Yaya Zan Konaré,
Président de la FENASCOM, Mali.

Modératrice:
Maud CANDELA,
Think Tank européen pour la Solidarité, France.

On propose

Dans de nombreux domaines, face au désengagement de l'État, de nombreuses associations se sont développées, pour apporter une réponse autre que purement marchande à une problématique qui touche à l'intérêt général. Cet engagement témoigne également d'une réappropriation citoyenne de la société civile de problématiques d'une importance majeure pour l'avenir, mais aussi d'une baisse de la confiance en l'action des pouvoirs publics. Comment les territoires et les réseaux d'ESS s'organisent-ils? Quelles propositions pour l'avenir?

Jean Robitaille,
Directeur général AQCPE, Québec, Canada.

René Lachapelle,
Secrétaire du Groupe d'économie solidaire du Québec, Canada.

Paul Delaunois,
Greenpeace, Luxembourg.

Un représentant
d'une coopérative brésilienne, Brésil.

Modératrice:
Maud CANDELA,
Think Tank européen pour la Solidarité, France.

Langue de travail: FR
Traduction simultanée: EN + ES

Entrepreneuriat solidaire

Organisations responsables: ENSIE asbl, EURONETZ, ONG Autre Terre, ACEVO

Dans le contexte actuel de crise économique et financière, le développement de l'entrepreneuriat et des initiatives solidaires représentent, sur toute la planète, une réponse concrète qui affirme la réussite d'une économie où l'être humain est au centre des préoccupations et non la maximisation du profit.

On illustre

Quels sont les acteurs agissant pour le développement de l'entrepreneuriat et des initiatives solidaires?

Fulgence Yameogo,

Coordinateur ONG BAOBAB, Burkina Faso.

Günther Lorenz,

Research and development European Network for Economic Self-Help and Local Development, Allemagne.

Luz Maritza Castro Vega,

Gruppo Salinas, Ecuador.

Martine Kettel et Sylvie Kohl,

Objectif Plein Emploi, Luxembourg.

Maria Nieves Ramos,

Présidente de FAEDEI - Federacion de Asociaciones Empresariales de Empresas de Insercion, Espagne.

Modérateur:

Patrizia Bussi, Coordinatrice Réseau Européen des Entreprises Sociales d'Insertion (ENSIE), Belgique.

On débat

Les enjeux et les réponses de l'économie sociale et solidaire dans le contexte actuel de crise. Atténuer les effets pervers de l'économie ordinaire ou proposer une véritable alternative?

Junka «Lek» Yimprasert,

Founder Thai Labor Campaign Solidarity Factory, Thaïlande.

Truda Ann Smith,

Directrice Bag Arbeit et Directrice Réseau Européen des Entreprises Sociales d'Insertion (ENSIE), Allemagne.

Lynn O'Cain,

Directrice générale du Conseil régional d'économie sociale Mauricie, Québec, Canada.

Paul Huens et Diane Remy, *Objectif Plein Emploi, Luxembourg.*

Modérateur:

Quentin Mortier, responsable des partenariats et suivi de projets ONG Autre Terre, Belgique.

On propose

Pistes de réflexion: mise en réseau, créer des structures adéquates, demander une reconnaissance juridique au niveau politique, promouvoir la démocratie participative.

Sunil Chitrakar,

Executive Director Mahaguthi Craft With A Conscience, Népal.

Salvatore Vetro,

Président ONG Autre Terre et Directeur Réseau Européen des Entreprises Sociales d'Insertion (ENSIE), Belgique.

Marlene Yaneth Fernandez

Collado,

Coordinatrice du projet «Femmes eco-solidaires» Cecycap, Pérou.

Christophe DUNAND,

Directeur Association RéALISE, Suisse.

Modérateur:

Filippo Addarii, Head of International Programme ACEVO, Grande-Bretagne.

Atelier 4



Langue de travail: FR
Traduction simultanée: EN + ES + PT

Economie Sociale et Solidaire et environnement

Organisations responsables: RESSOURCES, RREUSE

Economie sociale et solidaire et environnement où lorsque le troisième secteur se déploie dans un secteur d'activité emblématique du développement durable. Doit-on inventer une nouvelle façon de travailler pour rencontrer les défis environnementaux actuels? Comment intégrer les préoccupations liées à l'avenir de notre planète par rapport à la conception sociale et solidaire des activités économiques menées au sein de notre secteur?

On illustre

Agnès Beaulieu,
Insertech Québec, Canada.

On débat

Arnaud Pinxteren,
*Cabinet de la Ministre bruxelloise E.
Huytebroeck, Belgique.*
Hada Rubia,
Coopcarmo Rio, Brésil.

On propose

Benjamin Faye,
ASDES Kaolack, Sénégal.

Atelier 5



Langue de travail: FR
Traduction simultanée: EN + ES

Souveraineté alimentaire et économie solidaire

Organisation responsable: FIMARC

La souveraineté alimentaire n'est possible qu'avec une véritable souveraineté économique. Celle-ci peut s'acquérir en développant des projets d'ESS qui ne sont pas des palliatifs au système actuel, mais des alternatives qui garantissent l'autosuffisance, une alimentation saine et la biodiversité.

On illustre

Nicholas Chinnappan,

Coordinateur Dalit Land's Right Federation, Inde.

Parlera de la situation de la souveraineté alimentaire en Asie en mettant en évidence les aspects d'accès à la terre, aux ressources.

John Mwidu,

UCS, Youth Programmes, Ouganda.

Ferra le même topo pour l'Afrique mais en centrant son propos sur les difficultés rencontrées par le continent en termes de conflit et de migrations.

René Louail,

Coordination Européenne de la Via Campesina, France.

Illustrera la situation de l'Europe en termes de souveraineté alimentaire – avec une attention particulière pour les pays de l'Europe de l'Est.

Filemón Zintzun Casimiro,

CEMIF, Mexico.

Parlera de son continent à partir de son expérience d'indien des valeurs des communautés indigènes.

On débat

Analyse des situations.

Laurent Delcourt,

du Centre Tricontinental de Louvain-la-Neuve, Belgique.

Nous donnera des éléments d'analyse à la lumière des crises alimentaires de ces derniers temps et fera l'état des résistances dans le monde.

Thierry Kesteloot,

d'OXFAM Solidarité, Belgique.

Nous donnera des éléments d'analyse en situant son propos par rapport aux politiques internationales, Conférences ministérielles de l'OMC, politiques de la Banque Mondiale et du FMI – les revendications pour plus d'autonomie des pays dans la définition et gestion de leurs politiques agricoles et alimentaires.

On propose

Wim Polman,

NRCD, Thaïlande.

Proposera des pistes concrètes pour créer une plateforme alliant les concepts de Souveraineté alimentaire et d'économie solidaire et la formulation d'un agenda pour des actions futures de cette plateforme.

Melik Ozden,

du Centre Europe Tiers Monde, Suisse.

Parlera de son travail avec la Via Campesina pour une Convention sur les Droits des paysans.

Ki-Hwan Chung,

Président de la FIMARC, Corée du Sud.

Présentera le travail qui vise à aboutir à convention internationale sur le respect de la diversité des produits alimentaires agricoles, convention qui s'inspire de la convention internationale de l'UNESCO sur le respect de la diversité en matière de produits culturels.

Pierluigi Zampino,

du réseau ARCIPELAGO SCEC, Italie.

Présentera l'initiative de monnaie alternative SCEC sur le territoire italien, les réussites et les difficultés.

Georges Dixon,

Président du MIJARC.

Parlera des initiatives et des espoirs des jeunes pour une économie solidaire et la possibilité de maintenir des territoires locaux vivants.

Atelier 6



Langue de travail: FR
Traduction simultanée: EN + ES

Production et consommation responsables

Organisations responsables: WFTO, URGENCI

Les liens de solidarité entre producteurs et consommateurs sont un formidable levier face aux défis sociaux et environnementaux, que ce soit au niveau local (type AMAP) ou international (commerce équitable). L'atelier vise à établir des solutions concrètes pour que ces niveaux se complètent et se renforcent mutuellement.

On illustre

Comment les complémentarités sont possibles entre la solidarité et la relation basée entre des producteurs et des consommateurs au niveau local (CSA/AMAP) et au niveau international (le Commerce équitable).

Sunil Chitrakar,

WFTO, Népal.

Réseaux de distribution solidaires.

Daniel Vuillon,

URGENCI, France.

Production responsable.

Plus de complémentarité et de solidarité avec des producteurs à un niveau international, et tout particulièrement avec les pays du Sud.

Andrea Calori,

GAS, Italie.

Des consom'acteurs aux partenariats avec les producteurs.

Charles Étienne Bélanger,

BITS, Belgique.

Le tourisme solidaire.

Les expériences dans ce secteur démontrent l'importance des partenariats (Nord/Sud) entre opérateurs et associations locales.

Modérateurs:

Andrea Calori

GAS, Italie

et **Christine Gent,**

WFTO.

On débat

Introduction: film sur les «Villes de transition» (transition towns).

Joël Obrecht,

URGENCI / IRIS.

Le commerce équitable comme outil pour développer les Partenariats Locaux et Solidaires entre Producteurs et Consommateurs (AMAP/CSA) et les CSA/AMAP comme canal pour développer le Commerce équitable.

Yuko Wada,

Club Seikatsu, Coopérative de consommateurs / Institut de recherche politique pour le secteur civil.

La consommation responsable, un modèle de consom'action orientée vers la souveraineté alimentaire, les services sociaux offerts aux communautés et un mode de vie écologique.

Débat ouvert

Chaque participant sera invité à illustrer des propositions faites et des présentations du premier jour de l'atelier pour voir quelles évolutions peuvent être appliquées au futur au niveau des initiatives de consommations et production responsable. Les participants élaboreront aussi un document de travail avec les propositions actuelles qui seront discutées lors du dernier jour de l'atelier.

Modérateurs:

Andrea Calori

GAS, Italie

et **Christine Gent,**

WFTO.

On propose

La troisième session de cet atelier se concentrera sur l'établissement des solutions qui auront été discutées et acceptées lors de la seconde session: comment celles-ci seront implémentées, avec quels acteurs, de quelle manière, et quel calendrier. Après la présentation du Système de Management Durable du Commerce Équitable (Christine Gent, WFTO), le troisième temps de cet atelier résultera des propositions qui auront été développées lors de l'étape discussion. Tous les participants à cet atelier seront invités à débattre des propositions qui seront élaborées. La troisième étape de l'atelier sera divisée en trois parties: tout d'abord la proposition de SFTMS (Christine Gent, WFTO) et discussion, puis seront mises en discussion les autres propositions qui seront faites pour les années à venir concernant la production et la consommation responsable, puis la rédaction de chaque proposition concrète se fera en débat avec la salle, avec comme objectif de préparer la présentation qui sera faite des conclusions de notre atelier lors de la plénière de clôture du Forum LUX09.

Modérateurs:

Andrea Calori

GAS, Italie

et **Christine Gent,**

WFTO.

Atelier 7

Langue de travail: FR

Traduction simultanée: EN + DE

La participation démocratique dans des territoires acteurs, pour une autre économie.

Organisation responsable: Pactes Locaux

Organisations partenaires: CERGE, TER_RES, RCDÉC, ENDA TM, CUF

L'atelier 7 part des réalités, des ressources et des résultats d'expérimentations territoriales, au.x Nord.s et au.x Sud.s pour dégager des convergences entre acteurs, à tous niveaux de responsabilité; pour proposer ensemble, du local à l'Europe et jusqu'à l'international, des réponses en matière de régulations, organisations, coopérations et décisions.

On illustre

On illustre et on débat, vue des Nord.s: Comment s'organiser à l'échelle des territoires, espaces-temps vécus des communautés humaines?

Ben Goerens,

Objectif Plein Emploi, Luxembourg.

Introduction: une synthèse des enseignements de la démarche Lux'09.

France Joubert,

France,

et **Sigrid Wölfing,**

CERGE, Allemagne.

Accompagner les mutations du travail et de l'emploi: partir des ressources locales et des besoins exprimés pour construire des réponses sur-mesures: le parcours européen des groupements d'employeur.

Yvon Poirier,

RCDÉC, Québec, Canada.

Investir à long terme dans le développement, par et pour les communautés locales. De l'entrepreneuriat collectif au plan d'action gouvernemental du Québec.

Animé par

Martine Theveniaut

Pactes Locaux, France.

On débat

On illustre et on débat, vue des Sud.s: Comment réunir les conditions d'une gouvernance démocratique pour répondre aux défis d'un avenir maîtrisé?

Alain Laurent,

TER_RES, France.

Introduction: les avancées et enjeux, issus de la préparation de Lux'09.

N'Fally Badiane,

ENDA TM, Sénégal.

Devenir citoyen et moteur de la décentralisation au service des communautés: le processus d'apprentissage au budget participatif.

Catherine Dostes,

La Réunion, France.

Pour une gestion maîtrisée du tourisme par l'approche territoriale.

Souleimane Ouedraogo,

ONTB, Burkina Faso.

La mise en place de politiques publiques régulatrices.

On propose

Comment faire avancer réflexions, propositions, expérimentations, relations d'entraide, jumelages solidaires, etc. A partir des regards croisés des Nord.s et des Sud.s.? Introduit par une synthèse des débats des deux jours précédents. Quelles pistes promouvoir dans le cadre de Lux'09? et dans son prolongement?

Animé par

Jean-Claude Mairal,

Conseil régional Auvergne, groupe tourisme responsable/coopération décentralisée à Cités-Unies, France.

Atelier 8



Langue de travail: FR
Traduction simultanée: EN + ES + PT

Théories et pratiques de l'économie sociale et solidaire au Nord et au Sud

Organisation responsable: EMES

Depuis des décennies, les initiatives qui mobilisent le principe de solidarité et de réciprocité au sein d'activités économiques organisées se multiplient au Nord comme au Sud. Economie populaire, économie solidaire, économie sociale, tiers secteur..., les analyses de ces initiatives ont donné lieu à une pluralité de conceptualisations qui reflète non seulement une variété des trajectoires socio-économique et socio politique des pays, une diversité traditions académiques, mais aussi des différences de perspectives de développement face à la mondialisation. La recherche en ESS et la co-production de savoirs entre chercheurs et acteurs s'avèrent souvent décisive pour légitimer d'autres modes de production, d'échange et de consommation, définir les spécificités et contours de l'ESS ainsi que la faire reconnaître comme un domaine de l'action publique légitime. Plus largement, la perspective théorique d'une économie plurielle comme contrepoint d'une vision réductrice et dominante de l'économie fait écho à la contestation par la société civile de la mondialisation libérale. Dans quelle mesure les concepts d'économie sociale et d'économie solidaire sont de plus en plus mobilisés par les chercheurs et acteurs pour analyser des dynamiques socio-économiques au Nord comme au Sud? Que signifient les convergences et divergences d'approches théoriques et de conceptualisation d'un continent à l'autre? Quelles réalités socio-économiques l'ESS recouvre? Quelle place de l'ESS pour repenser l'économie face à la crise? A quelles conditions l'économie populaire solidaire peut-elle devenir un levier pour le développement des pays du Sud?

Animation: Laurent Fraisse et Jean-Louis Laville, réseau EMES*, France. (<http://www.emes.net>)

On illustre

Dynamiques socio-politiques et socio-économiques de l'ESS, perspectives continentales et nationales.

Karl Birkhölser,

Tech-Net Berlin, EMES, Allemagne.

Les enjeux de l'économie sociale et solidaire en Europe, une comparaison entre l'Europe de l'Ouest et de l'Est.

José Luis Coraggio,

UNGS, Argentine.

L'économie sociale et solidaire en Argentine et Amérique Latine.

Ben Quinones,

CSRSME, RIPESS, ALOE, Asie.

L'économie solidaire en Asie, une vue d'ensemble à partir du premier Forum Asiatique.

Margie Mendell,

Université de Concordia, Canada.

Le modèle canadien de l'économie sociale.

On débat

Economie sociale, économie solidaire, économie populaire, quelles conceptualisations pour quels modèles de développement?

Jacques Defourny,

Université de Liège, EMES, Belgique.

Définitions et de contextualisation des concepts d'économie sociale, d'économie solidaire, d'entreprises sociales et de tiers secteur.

Jean-Louis Laville,

Cnam Paris, EMES, France.

L'économie solidaire dans le débat Nord/Sud.

Jordi Estivil,

Université de Barcelone, Espagne.

Espaces publics et privés: construire des dialogues autour de l'économie solidaire.

Julie Matthaei,

Solidarity Economy Network, Professor of Economics, Wellesley College, RIPESS, Etats-Unis.

Pourquoi les théories féministes doivent intégrer la perspective d'économie solidaire?

On propose

Quelles alliances entre la recherche et la société pour une meilleure connaissance et développement de l'ESS?

Ana Maria Dubeux,

Université de Pernambuco, FBES, Brésil.

Les incubateurs de coopératives populaires dans l'université brésilienne.

Nancy Neamtan,

Présidente du Chantier de l'économie sociale, Canada.

Alliance de Recherche Communauté-Université pour l'économie sociale.

Rogério Roque Amaro,

Instituto Superior de Ciências do Trabalho e da Empresa, Lisbonne, Portugal.

Etre chercheur et acteur de l'économie solidaire. Un témoignage à partir de la Macaronésie.

Synthèse et conclusions:

Laurent Fraisse,

EMES, ALOE.

Vincent Lhuillier,

EMES, Nancy Université.

Atelier 9



Langue de travail: FR
Traduction simultanée: EN + DE

Les réseaux dans l'économie sociale et solidaire

Organisation responsable: SAW-B (Solidarité des Alternatives Wallonnes et Bruxelloises)

Les réseaux de l'économie sociale et solidaire ont un rôle majeur à jouer dans la construction d'une économie alternative. Quels sont les enjeux de leur création? Quels liens tisser entre les réseaux? Comment mobiliser les membres? Quels liens développer avec les parties prenantes et d'autres acteurs? Comment structurer et financer nos réseaux?

On illustre

Présentation des expériences par des exemples pratiques du plus local au plus global.

Claire Cartiaux,
CADES, Coordination des acteurs de l'Economie Sociale du Pays de Redon, France.

Témoignage de la vie d'un réseau d'acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire sur un territoire rural.

Samuel Barco Serrano,
INNOMADES, réseau international de structures de consultance, Espagne.

Les réseaux d'organisations comme véritables réseaux sociaux.

Patrick Duguay,
Chantier de l'économie sociale, Canada.

La force des réseaux: l'expérience du Chantier de l'économie sociale.

Emily Kawano,
US Solidarity Economy Network, Etats-Unis.

Réseaux d'actions: Traverser la crise économique avec des solutions issues de l'économie sociale.

On débat

Suite des témoignages et construction de problématiques de travail.

Charles-Etienne Bélanger,
Bureau International du Tourisme Solidaire, Belgique.

La constitution et le développement de réseaux dans le secteur du tourisme social et solidaire.

Claribel David,
World Fair Trade Organization Asia, Thaïlande et Philippines.

Discussion en relation aux questions de travail: la création des réseaux, les liens entre les réseaux, la participation et mobilisation des membres, les liens à développer avec d'autres sphères de la société, les structures de réseau, les modes de financement, ainsi que les perspectives de maintien des liens créés après Lux'09.

On propose

Témoignages de projets novateurs en termes de réseaux, suivi par des revendications et pistes d'action.

Eric Dewaele,
SAW-B (fédération d'économie sociale), Belgique.

Les Guildes de commerçants pour un développement économique local, durable et solidaire.

Julio Ernesto Guiterrez Montes de Oca,
IDESI (Instituto de Desarrollo del Sector Informal), Pérou.

De comités locaux au conseil national de la Tara.

Géraldine Lechevalier
et **Bruno Racine,**
Pactes Locaux, France.

Une démarche de convergence entre les acteurs d'une économie territoriale et solidaire, en France et en Europe, pour s'affirmer ensemble: l'exemple de la plate forme animée par les Pactes Locaux pour la préparation de Lux'09.

Discussion, revendications et pistes d'action.

Atelier 10



Langue de travail: FR
Traduction simultanée: EN + ES

Communication et systèmes de gestion de l'information de l'économie sociale et solidaire

Organisations responsables: WFTO, URGENCI

Communiquer et gérer l'information sont des enjeux déterminants pour la visibilité, la crédibilité et la consolidation de l'ESS. Nous illustrerons des expériences de rapports avec les médias et le public, de construction d'outils collaboratifs permettant échanges commerciaux et réseautage, et d'identification d'initiatives d'ESS.

On illustre

Interventions des participants sur trois axes:

- Communication avec les médias, l'opinion publique et la société;
- Systèmes d'information et standards pour les échanges entre les acteurs du mouvement de l'ESS;
- Méthodologies pour l'identification et la réalisation des mappings/portraits des initiatives d'ESS.

Eric Dacheux,

France.

Définition et explication des difficultés de communication de l'ESS.

Daniel Tygel,

Amérique du Sud.

Synthèse de l'atelier du FSM09 sur les différents outils/systèmes d'information et échanges pour l'ESS existants.

Clarita Muller,

Europe.

Méthodologie pour la réalisation de cartographie d'identification des initiatives d'ESS avec la participation des acteurs.

Nancy Neamtan,

Canada.

Expériences au Québec et au Canada du système d'achat mutualisé www.WilliamCoop et portail www.economiesocialequebec.ca.

On débat

Travaux en 2 groupes de travail (sans intervention) selon les 2 dernières thématiques du premier jour. Pendant ce 2^{ème} jour, le groupe approfondit les débats. Dans chaque groupe de travail, il y aura 2 animatrices/animateurs qui vont lancer le débat et maintenir son objectif.

Animateurs du Groupe du thème 2:

Chilo Altagracia,

SIS, Système d'échanges Solidaire.

Jason Nardi,

ZOES, Zona Equosostenible.

Animateurs du Groupe du thème 3:

Roberto Marinho,

Ministère du Travail du Brésil, coordinateur du portrait brésilien.

Marc Alphantery,

Projet de Cartographie, France.

Participants aux ateliers:

Sam Chelladurai,

READ Center, Inde.

Nafy Diagne,

ONG GRAIDE, Afrique.

On propose

Présentation des 2 groupes de travail: ils présenteront la synthèse de leurs débats, qui seront discutés point par point par les participants de l'Axe 10, jusqu'à arriver à des propositions finales, mais aussi des défis, des affirmations, des synergies et des perspectives.

Langue de travail: FR
Traduction simultanée: EN + ES

L'économie sociale et solidaire et action syndicale

Organisations responsables: PROPAGE-S

Le mouvement syndical et l'économie sociale et solidaire ont une longue histoire commune dans l'histoire moderne et la construction des Etats Providence. Depuis une bonne trentaine d'années la vague néolibérale a obligé ces deux protagonistes à redéfinir leurs stratégies par rapport aux nouveaux enjeux socio-économiques relatifs. Sur la base de ces nouvelles conceptions, est-il possible de relancer un nouveau pacte de collaboration adapté?

On illustre

Denise Boucher,
Vice-Présidente de CSN, Canada.
Jean-François Ramquet,
FGTB, Belgique.
Carlos Amorín,
UITA, Uruguay.
Dr Renér Ofreneo,
Prof. School of Labour and Industrial
relations, Philippines.

Modératrice:

Stéphanie ROLLIN,
Agence Conseil PROPAGE-S.

Les illustrations ont pour objectif de montrer les nouvelles stratégies élaborées par les protagonistes face aux nouveaux enjeux socio-économiques et les nouvelles collaborations qui en découlent.

On débat

Denise Boucher,
Vice-Présidente de CSN, Canada.
Carlos Pereira,
OGB-L, Luxembourg.
Jean-François Ramquet,
FGTB, Belgique.
Carlos Amorín,
UITA, Uruguay.
Dr Renér Ofreneo,
Prof. School of Labour and Industrial
relations, Philippines.

Modératrice:

Stéphanie ROLLIN,
Agence Conseil PROPAGE-S.

Quels sont les enseignements que nous pouvons tirer de ces bonnes pratiques locales illustrées le jour précédent, et comment peut-on les élargir ou les généraliser dans un contexte de crise financière et économique mondiale?

On propose

Denise Boucher,
Vice-Présidente de CSN, Canada.
Carlos Pereira,
OGB-L, Luxembourg.
Renaud Rahier,
FGTB, Belgique.
Carlos Amorín,
UITA, Uruguay.
Dr Renér Ofreneo,
Prof. School of Labour and Industrial
relations, Philippines.

Modératrice:

Stéphanie ROLLIN,
Agence Conseil PROPAGE-S.

La troisième session mettra l'accent sur comment réaliser les propositions discutées dans la deuxième session. Comment peuvent-elles être implémentées, avec quels acteurs, quelles méthodes et quelles échéances?

Langue de travail: FR
Traduction simultanée: EN + ES

Economie Sociale et Solidaire et Finances Solidaires

Organisation responsable: INAISE

On illustre

Deux thèmes seront traités dans un atelier commun:

- 1) Crise financière et monnaies sociales.
- 2) Notre réponse à la crise financière mondiale – la nécessité de renforcer le secteur de la finance durable.

Debora Nunes,

Université Salvador de Bahia, Brésil.
Debora travaille depuis 2001 dans l'appui à des coopératives populaires d'économie solidaire, dans une dynamique appelée au Brésil d'Incubação Universitária. Qu'apprenons nous des expériences d'utilisation des monnaies sociales? Est-il possible d'articuler les initiatives d'économie sociale et solidaire et les monnaies sociales? Comment renforcer la relation entre la consommation éthique et les monnaies sociales?

John Roger,

Allemagne.
Auteur d'un livre sur les monnaies locales au niveau international. Quelles leçons tirer de décennies d'expériences quant aux objectifs locaux, au montage, la gestion et la gouvernance des monnaies locales/complémentaires?

Stefan Biskamp,

World Future Council, coordinateur de la Commission "Future Finance".
Transformer le système pervers de motivation salariale au lieu de créer de nouveaux monstres bureaucratiques pour la régulation et le contrôle: des pistes réalistes pour rompre avec l'impératif de croissance, la vision à court terme et la dominance du système financier.

On débat

Les deux thèmes sont traités dans deux ateliers séparés.

Atelier 1: Les monnaies locales

John Roger,

CES, Allemagne.
Système d'échange communautaire.

Heloisa da Primavera,

Professeur à l'université de Buenos Aires, Argentine.

Joël Lebossé,

Filaction, Québec, Canada.
Présentation de l'Accorderie, projet réalisé en partenariat avec la Caisse d'Economie Solidaire Desjardins.

Jean Philippe Poulnot,

Intérêt des monnaies sociales et finalités du projet SOL, France.

Animation:

Debora Nunes,

Université Salvador de Bahia, Brésil.

Atelier 2: Notre réponse à la crise financière mondiale, la nécessité de renforcer le secteur de la finance durable.

Lucie Villeneuve,

Réseau québécois du crédit communautaire/Cap Financement/Chantier de l'économie sociale, Québec, Canada.

Clifford N. Rosenthal,

The National Federation of Community Development Credit Unions, Etats-Unis.

Paul Ouellet,

coordinateur général de la Caisse d'Economie Solidaire Desjardins, Québec, Canada.

Paul Mackay,

président de la banque GLS, Allemagne.

Animation:

Cécile Verjus,

Société Coopérative financière de la NEF, France.

On propose

Atelier 1 et 2 en commun au cours duquel seront faites des propositions pour des actions futures. Propositions débattues en public et portée en plénière dans les conclusions du forum le samedi 25.

Atelier unique 1

Samedi 25 avril: 14h30 à 16h30
Kuturfabrik, Esch-sur-Alzette

Langue de travail: EN
Traduction simultanée: FR + DE

Un Curriculum européen pour l'économie sociale et solidaire locale

Organisation responsable: Technologie-Netzwerk Berlin / EURONETZ

Un groupe de travail international avec des partenaires d'Allemagne, d'Italie, de Pologne et du Royaume-Uni a développé un international set of learning packages pour les praticiens et les partisans de l'économie sociale et solidaire locale. Les modules comprennent: l'avenir du travail, l'avenir de l'économie, le développement communautaire et l'économie communautaire et le développement d'une culture sociale d'entreprise.

Personnes ressources:

Dr. Karl Birkhölzer et
Dr. Günther Lorenz,
European Network for Economic Self-Help and Local Development, Allemagne.

Atelier unique 2

Samedi 25 avril: 14h30 à 16h30
Kuturfabrik, Esch-sur-Alzette

Langue de travail: FR
Traduction simultanée: EN

De nouvelles formes d'Économie sociale pour les Autochtones qui composent avec la réalité urbaine au Québec

Organisation responsable: Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ)
Organisations partenaires: Chantier de l'économie sociale (Québec, Canada)

L'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador: la Commission de la santé et des services sociaux du Québec et du Labrador via son bureau de développement social (à confirmer) et la Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec.

Le RCAAQ présentera une initiative de mobilisation économique qui favorise le développement de modèles autochtones d'activités et d'entreprises d'économie sociale à l'intérieur du Mouvement des centres d'amitié autochtones du Québec et exportable à l'ensemble du milieu autochtone.

Présentation Powerpoint par Mesdames Edith Cloutier, présidente et Josée Goulet, directrice générale du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (Canada). La présentation sera d'une durée approximative de 1 heure.

L'heure suivante sera réservée aux échanges et aux discussions en groupe avec les partenaires et les participants à l'atelier.

Sujet détaillé:

L'économie sociale représente un outil de développement économique exceptionnel pour le Mouvement des centres d'amitié autochtones du Québec puisqu'elle génère à la fois une richesse économique et sociale. Ainsi, elle contribue à la création d'une richesse collective par la création d'emplois durables et valorisants, l'augmentation du niveau d'employabilité, le développement et la prestation de services culturellement adaptés ainsi qu'à la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale. Enfin, les valeurs prônées par l'économie sociale rejoignent celles portées par les Premières Nations du Québec et le Mouvement des centres d'amitié autochtones du Québec

L'atelier sera un moment privilégié pour faire le point sur les développements en matière d'économie sociale dans le Mouvement des centres d'amitié autochtones du Québec dont la mise en œuvre d'un modèle autochtone d'économie sociale. Ce sera aussi l'occasion de présenter les particularités autochtones de l'économie sociale au Québec. Ainsi, le modèle autochtone d'économie sociale proposé par le RCAAQ allie les sphères écologiques, économiques, spirituelles et culturelles pour assurer, aux Autochtones en milieu urbain du Québec, un avenir prometteur et harmonieux. Nous souhaitons que notre partage d'un modèle autochtone d'économie sociale favorise l'émergence d'initiatives d'économie sociale autochtones partout dans le monde.

Personnes ressources:

Edith Cloutier, Présidente et **Josée Goulet**, Directrice générale du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (Canada).

(Atelier 3: annulé)

Atelier unique 4

Samedi 25 avril: 14h30 à 16h30
Kuturfabrik, Esch-sur-Alzette

Langue de travail: FR
Traduction simultanée: EN + ES

L'Entrepreneuriat solidaire au féminin

Organisation responsable: MES France
Organisation partenaire: Ethel Coté, RCDÉC

L'atelier L'ENTREPRENEURIAT SOLIDAIRE AU FÉMININ favorise l'exposition de bonnes pratiques provenant de la France, des Amériques du Nord et du Sud et de l'Afrique, l'exploration des potentialités, des freins, des obstacles et des conditions essentielles de l'entrepreneuriat collectif féminin et de la place des Femmes au sein du mouvement de l'Économie Solidaire.

«Des inégalités persistent dans de nombreux pays. On observe notamment une féminisation inquiétante de la pauvreté. Les femmes sont souvent les personnes les plus touchées par les dégradations socio économiques et les effets du libéralisme. Beaucoup de femmes confrontées à des situations de pauvreté ou de précarité, ont absolument besoin d'assurer un revenu pour leur survie et celle de leurs enfants. Ces femmes créent des activités leur permettant à la fois d'assurer un revenu et d'utiliser leurs différents savoirs et compétences souvent acquises dans des conditions d'existence difficiles où il faut mobiliser toute son énergie et ses forces pour survivre. Ces projets favorisent le renforcement des capacités des femmes et leur émancipation sociale et

professionnelle. Ces initiatives qui se regroupent sous le terme d'économie solidaire, articulent de manière dynamique des questions liées à la santé, l'éducation, la culture et au politique dans le sens plein du terme. La place des femmes, leur implication dans l'économie, témoigne d'un dynamisme, d'une énergie et d'une recherche de solutions pragmatiques et politiques.»

Dans le cadre de l'atelier L'ENTREPRENEURIAT SOLIDAIRE AU FÉMININ, il y aura d'abord l'exposition de bonnes pratiques provenant de la France, des Amériques du Nord et du Sud et de l'Afrique.

Par la suite, avec la contribution des participantes et des participants, le voile sera levé sur les potentialités, les freins et les obstacles de l'entrepreneuriat collectif féminin et à la place des Femmes au sein du mouvement de l'Économie Solidaire. Cet échange devrait favoriser la prise en compte de la question du genre dans l'ensemble de nos réseaux. La reconnaissance de la contribution des femmes à la notion de richesse et à une société plus juste et plus égalitaire devrait permettre de développer une économie responsable, plurielle et solidaire.

Finalement, des pistes concrètes pourront être explorées afin de confirmer les conditions essentielles pour favoriser l'entrepreneuriat solidaire au féminin, le développement d'entreprises sociales, d'associations et de réseaux de femmes en Économie Sociale et Solidaire.

Personnes ressources:

Madeleine Hersent,

Le réseau Réactives, France.

Ethel Coté,

RCDÉC et organisation de Femmes Canada.

Djakagbé Kaba,

Réseau Femmes Afrique.

Nedda Angulo Villareal,

Les Cantines populaires au Pérou.

Julie Matthaei,

US SEN, États-Unis.

Atelier unique 5

Samedi 25 avril: 14h30 à 16h30
Kulturfabrik, Esch-sur-Alzette

Langue de travail: FR
Traduction simultanée: EN

Les clauses sociales et environnementales dans les marchés publics

Organisation responsable: Objectif Plein Emploi, Luxembourg

Inventer de nouveaux indicateurs et mobiliser la commande publique pour un développement territorial/local durable et équilibré. Un choix politique possible?

Renaud Rahier,

Président du GT ESS du CESGR:

Introduction

Maître Wilfried Meynet,

Delsol & Associés; Avocat aux

Barreaux de Marseille et de

Luxembourg.

Les limites de la commande publique pour les associations françaises.

Jean-Louis Doppler,

Relais Emploi Strasbourg, France.

Du marché public au développement durable; ou comment associer l'individu à cette dynamique.

Paul Huens et Diane Remy,

Objectif Plein Emploi, Luxembourg.

Développement durable et commande publique: un divorce imposé?

Dr. Samuel Thirion,

Conseil de l'Europe.

Construire des indicateurs de progrès sociétal avec les citoyens, quelles applications possibles pour les politiques publiques et les marchés publics.

Prof. David Hiez,

Université du Luxembourg.

Conclusion et perspectives.

Questions-Débats

Modérateur:

Gilles Dacheux,

Objectif Plein Emploi, Luxembourg

Samedi 25 avril: 14h30 à 16h30
Kuturfabrik, Esch-sur-Alzette

Langue de travail: FR
Traduction simultanée: EN

La représentativité de la société civile dans le débat public

Organisation responsable: Greenpeace Luxembourg
Organisation partenaire: Ethel Coté, RCDÉC

A côté de la mise en œuvre de leurs objets respectifs, les organisations de la société civile sont des acteurs indéniables du débat public. De nombreuses organisations ont d'ailleurs mis en place une structure spécifique dédiée au «travail politique». Mais même celles qui n'auraient aucune envie de se mêler de la vie de la cité, y sont malgré elles bien obligées. Ainsi peu importe le niveau auquel, elles sont actives ou compétentes, les composantes de la société civile sont invitées ou s'invitent dans le débat public, du niveau local, aux instances internationales, en passant par le niveau régional, national ou supranational. La société civile organisée ou non est une des parties prenantes dans les décisions. Par ailleurs, Les ONG sont devenues des acteurs incontournables de la scène politique. Des chouchous des médias capables d'influencer bien des décisions. Les Etats l'ont vite compris. Certains d'entre eux ont monté leurs propres ONG – les GONGO's (Governmental NGO's) – afin de contrebalancer les critiques à leur égard. D'autres s'interrogent: Quelle est la représentativité des ONG? Quelle est leur légitimité, alors qu'elles ne sont élues par personne?

Les prises de positions, de paroles sont parfois décriées, principalement quand elles ne sont pas souhaitées ou vont à l'encontre de du message attendu. Dans ces cas, c'est le plus souvent la légitimité des organisations qui est remise en cause.

L'atelier a pour objet se s'interroger sur l'articulation entre représentativité et légitimité de la société civile, lorsqu'elle s'insinue dans le débat public. Les quatre intervenants de cet atelier tenteront d'amorcer le débat avec les participants en abordant les questions suivantes:

- Au nom de qui les ONG s'expriment-elles?
- Comment améliorer la représentativité de la société civile et lui donner plus de légitimité dans son rôle de partie prenante dans le débat public?

Programme:

Modérateur de l'atelier:

Mike Matthias,
coordinateur du Cercle des ONG,
Luxembourg.
Introduction.

Marc Thiltgen,
politologue, Université de Vienne,
Autriche.

Introduction scientifique: «Légitimité et représentativité de la société civile»: En se basant, notamment sur une série d'enquêtes d'opinion, M. Thiltgen positionnera les perceptions de la société civile en terme de représentativité et de légitimité.

François Meyronein,
Directeur d'Innovation et
Développement (Saint Fons, France)
et Président de l'ONG de co-
développement ASD active en France
et au Burkina Faso.

Intervenant du Nord: «L'influence de la société civile dans le débat local, difficultés au Nord, réalités au Sud»: Par sa double implication, au niveau franco-français d'acteur du développement social dans la banlieue de Lyon et de fondateur d'une expérimentation de co-développement entre Saint Fons et Gorom-Gorom, M. Meyronein nous fera partager ses expériences d'acteur dans le débat local.

Paul Delaunois,
Directeur de Greenpeace Luxembourg.
Intervenant International: «La société civile doit contribuer à l'émergence d'une gouvernance mondiale plus équitable, mais avec quelle légitimité?»: Pour M. Delaunois, l'implication croissante des organisations non gouvernementales dans les négociations politiques peut contribuer de manière très positive à l'émergence et à la mise en place d'une gouvernance plus légitime, plus efficace et plus démocratique mais cela suppose un certain nombre d'évolutions.

Atelier unique 7



Samedi 25 avril: 14h30 à 16h30
Kuturfabrik, Esch-sur-Alzette

Langue de travail: FR
Traduction simultanée: EN + ES

Les jeunes et l'économie sociale et solidaire

Organisation responsable: RENAPESS - Réseau canadien de développement économique communautaire
Organisations partenaires: Baba Cisse (RENAPESS / JUA - Mali), Souleymane Sarr (AJA Mali) et Chako Chérif (RENIPESS)
potentiellement d'autres partenaires jeunesse s'ajouteront ultérieurement - nous attendons des réponses.

Insertion socio-économique de milliers et de millions de jeunes.

L'atelier propose de travailler sur la problématique de renforcement des compétences, du développement du leadership jeunesse, de la sensibilisation à l'engagement citoyen, de l'insertion socioéconomique et de la place des jeunes au sein de l'Économie Sociale et Solidaire. Partage de pratiques et d'expériences significatives et exploration de stratégies durables concrètes.

Dans plusieurs pays, la jeunesse est reconnue comment une relève ou encore une bombe à retardement. Des organisations jeunesse du Nord et du Sud se questionnent sur le sujet et plusieurs agissent au quotidien impliquant activement de milliers de jeunes. Ces organisations sont à la croisée des chemins entre les organisations politiques, la société civile et les pouvoirs publics car les jeunes sont souvent la proie de certains intérêts, la cible de certains programmes et même voir les laisser pour contre car plusieurs s'amusent à leur rappeler «un jour ce sera votre tour.» Plusieurs de ces organisations se distinguent car elles jouent un rôle très précis en éducation populaire, en renforcement des compétences, en développement du leadership jeunesse, en sensibilisation à l'engagement citoyen et en insertion socio-économique. Certaines s'activent tout en impliquant des jeunes directement dans toutes leurs stratégies favorisant l'empowerment jeunesse et des changements sociétaux significatifs. Mais cette offre de services grandissante ne réussit

toujours pas à favoriser l'insertion socio-économique de milliers et de millions de jeunes dans la vie active tant au Nord qu'au Sud.

Après avoir exposé certaines pratiques en insertion socio-économique des jeunes dans la vie active (services, programmes, impacts réels) par le RENAPESS / JUA - Mali, AJA Mali, RENIPESS et le RCDÉC, un dialogue entre les participantes et participants, animé par Madani Koumaré, permettra de faire l'état des lieux et l'identification de bonnes pratiques tout en répondant à certaines questions de fond: Comment réellement favoriser l'insertion socio-économique des jeunes dans la vie active? Comment l'Économie sociale et solidaire peut jouer ou joue déjà un rôle plus structurant auprès et avec cette jeunesse? Entreprendre solidairement est-ce une avenue prometteuse pour les jeunes et comment cela s'inscrit dans une approche globale?

Quelle est la place des jeunes dans le mouvement de l'Économie sociale et solidaire et quelle est la place à laquelle aspirent les jeunes?

Par la suite, pour conclure cet atelier, les trois réseaux de promotion d'Économie Sociale et Solidaire, (Ethel Côté, Souleymane Sarr, Baba Cisse et Chako Chérif), qui soutiennent les efforts des organisations jeunesse, présenteront une stratégie globale d'insertion favorisant la confiance (rôles des jeunes dans la société, développement du leadership jeunesse, engagement citoyen), la croyance dans l'avenir (exposition aux

opportunités et exemples de réussites et découverte de modèles jeunesse), le renforcement des compétences sur des créneaux porteurs (programme en employabilité, appui à la recherche d'emploi, enseignement civique, assistance technique pour l'entrepreneuriat, l'alphabétisation économique et la formation de base et stages pratiques en emploi et volontariat) et l'insertion socio-économique (accès au financement, au marché, aux moyens de productions, à l'information et mise en réseau). Les promoteurs aspirent que cette stratégie globale aura comme finalité la réduction du taux de chômage des jeunes, la lutte contre l'exode, la réduction de la pauvreté et la participation et la responsabilité citoyenne de la jeunesse. Finalement, une stratégie holistique qui mise sur la dignité humaine, l'utilité sociale et économique ou la personne, le jeune, sera épanouie au sein d'une communauté solidaire.

Les participantes et participants pourront s'inspirer de cette proposition et collectivement, pourront voir même à la bonifier pour le bénéfice du développement et voir même de la consolidation des Réseaux et des organisations de l'Économie Sociale et Solidaire.

L'apport des participantes et participants, particulièrement des jeunes, d'âge, de cœur et d'esprit, est capital pour assurer le succès de cet atelier qui se veut dynamique, interactif et participatif.

Village et programme culturel

Un Village d'économie sociale et solidaire

Pendant les quatre jours du forum, il y aura «Un Village d'économie sociale et solidaire» organisé autour de l'hôtel de ville de la commune de Schiffflange, avec une quinzaine de stands d'information (associations, coopératives, entreprises solidaires, etc.) et de vente (produits de commerce équitable, alimentation, artisanat, livres, etc.) occupés par des organisations provenant de France, Belgique, Espagne, Luxembourg et divers pays d'Afrique. Un grand espace de restauration y sera également aménagé.

Programme culturel



Quintasy (photo: Patrick Humbert)



Sevda Azeri Jazz Project



Taraf décalé

Mercredi 22 avril à 19h00 - Schiffflange

QUINTASY

au village d'économie sociale et solidaire

Genre: «Fresh, funky, groovy flavours from Luxembourg».

Ouvert à tous, entrée gratuite!

Jeudi 23 avril à 20h30 - Kulturfabrik Esch

SEVDA AZERI JAZZ PROJECT (Azerbaïdjan)

La voix de la mer Caspienne

Genre: «World Music», musique traditionnelle

Vendredi 24 avril 2009 à 19h00 - Kulturfabrik Esch

LE PRINTEMPS DES POÈTES

Avec la présence de:

Mircea Cartarescu, Seyhmus Dagtekin, Rosaria Lo Russo, ...

Genre: lectures en public

Samedi 25 avril 2009 à 19h00 - Kulturfabrik Esch

UN GRAND BAL FESTIF, fête de clôture avec le Taraf décalé.

Genre: répertoire klezmer, balkanique et oriental.

Ouvert à tous, entrée gratuite!

Nos sponsors et partenaires

Ministère d'Etat

FSE Fonds Social Européen

Le Foyer

Banque Raiffeisen
SAD
Châteaudeau

Commune de Schifflange
Kulturfabrik
OGB-L
Editpress

Du réseau Objectif Plein Emploi:

Objectif Plein Emploi asbl
CIGL Kayl
CIGL Rumelange
CIGR Steinsel-Lorentzweiler
CIGL Roeserbann
CIGR Nordstad
CIGL Pétange
CIGR DIREGA
CIGL Schifflange
CIGL Esch
CIGR Canton de Grevenmacher
CIGL Differdange
CIGS Okkasiounbutikk.lu
CIGL Mondercange
CIGR Kanton Réimech

Financement, aide en matériel ou appui bénévole comme autant de mise en pratique de la solidarité.
Inscription au forum de 100 à 150 €, suivant le pays de provenance.

Résumé

	ME 22 Avril	JE 23 Avril	VE 24 Avril	SA 25 Avril
		On illustre	On débat	On propose
09h30 - 11h00		Ateliers 1 a	Ateliers 1 b	Ateliers 1 c
11h30 - 13h00		Ateliers 2 a	Ateliers 2 b	Ateliers 2 c
repas				
14h30 - 16h30	Rencontres continentales RIPESS	Plénière élus, institutions internationales	Plénière rencontre avec les autres mouvements de la société civile	Ateliers thématiques
17h00 - 19h00	Ouverture du Forum Inauguration du village	Rencontres continentales RIPESS	Rencontres intercontinentales RIPESS	Plénière de clôture Déclaration finale
Soirée	Quintas	Sevda Azeri Jazz Project	Le printemps des poètes	Bal festif

ATELIERS - SERIE 1

0. Formation, éducation citoyenne et ESS.

Quels sont les compétences, les contenus et les institutions de formation des acteurs professionnels dans le domaine de l'économie sociale et solidaire?

- INEES; MES, RCDEC-CCEDNET.

1. ESS et co-construction des politiques publiques.

L'ESS repose sur un projet à la fois économique, social et politique.

- REVES; RTES.

2. ESS, services sociaux d'intérêt général et biens communs.

Les services sociaux et les biens communs tels que l'eau répondent à l'intérêt général et représentent une part importante d'activité économique et d'emplois.

- THINK TANK EUROPEEN POUR LA SOLIDARITE.

3. Entrepreneurat solidaire.

Ou comment partout dans le monde des initiatives démontrent qu'il est possible d'entreprendre autrement.

- ENSIE.

4. ESS et environnement.

L'ESS se développe dans un cadre de développement durable.

- RESSOURCES.

5. ESS et souveraineté alimentaire.

La souveraineté alimentaire n'est possible qu'avec une véritable souveraineté économique.

- FIMARC.

6. Production et consommation responsables.

Des entreprises et des partenariats plus responsables

- WFTO; URGENCI; IRIS.

ATELIERS - SERIE 2

7. Participation démocratique et ancrage territorial.

La participation des habitants à la démocratie locale permet de répondre efficacement aux besoins des communautés.

- PACTES LOCAUX.

8. Recherche et conceptualisation de l'ESS.

La perspective théorique d'une économie plurielle met en œuvre des processus innovants de coproduction de savoirs entre chercheurs et acteurs faisant écho à la contestation par la société civile de la mondialisation libérale.

- EMES; INEES.

9. Les réseaux dans l'ESS.

Forger des alliances et rassembler les acteurs de l'alternative économique s'avère un enjeu essentiel pour renforcer les expériences de terrain.

- SAW-B.

10. Communication et systèmes de gestion de l'information de l'ESS.

Comment appréhender la communication dans les médias?

- FIMAREC.

11. ESS et action syndicale.

Le mouvement syndical et l'économie sociale et solidaire ont une longue histoire commune.

- FGTEB; OGB-L.

12. ESS et finances solidaires.

Chaque citoyen est à la fois épargnant et consommateur, il est donc un acteur économique qui peut orienter ses choix.

- INAISE.

ATELIERS Uniques

1. Un Curriculum européen pour l'économie sociale et solidaire locale.

- TECHNOLOGIE-NETZWERK BERLIN.

2. De nouvelles formes d'Économie sociale pour les Autochtones qui composent avec la réalité urbaine au Québec.

- RCAAQ.

3. Annulé.

4. L'Entrepreneuriat solidaire au féminin.

- MES FRANCE.

5. Les clauses sociales et environnementales dans les marchés publics.

- OBJECTIF PLEIN EMPLOI.

6. La représentativité de la société civile dans le débat public.

- GREENPEACE LUXEMBOURG.

7. Les jeunes et l'économie sociale et solidaire.

- RENAPESS.



LUX'09 RIPESS INEES

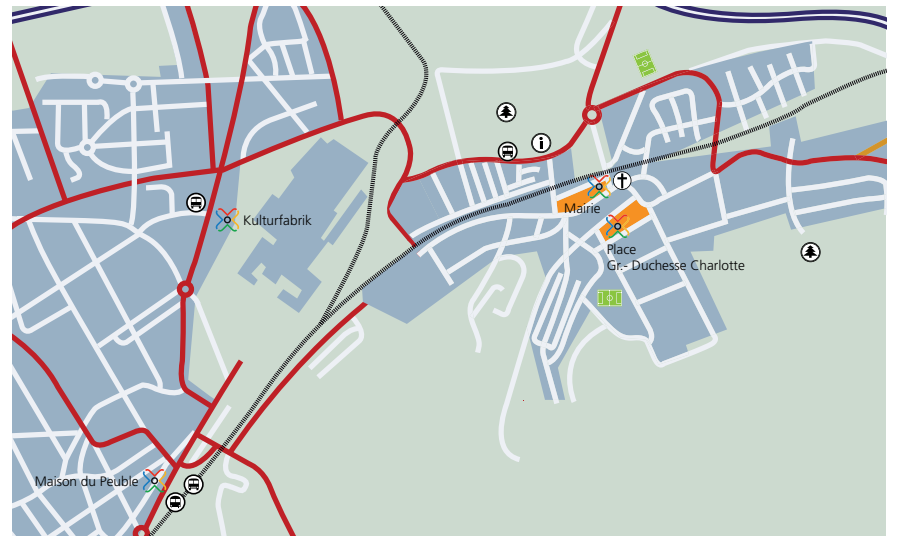
IV. Forum international Globalisation de la Solidarité

Une autre économie existe:
les innovations de l'économie sociale et solidaire

du 22 au 25 avril 2009
Schifflange et la Kulturfabrik d'Esch

www.lux09.lu

Esch-sur-Alzette et Schifflange



Schifflange

